
Italie : les risques d'éclatement

Marc Lazar

Surprise! l'Italie ne semble pas échapper à ces vieux démons resurgis ces dernières années sur le devant de la scène en Europe. Célébrée à l'envi pour sa tolérance, son ouverture et l'absence de toute forme de racisme, l'Italie voit, elle aussi, des bandes de skinheads s'agiter dans les rues de ses petites et grandes villes. La communauté juive de Rome, par exemple, a été plusieurs fois agressée en 1992 par des petits groupes de néonazis, provoquant aussitôt des réactions d'autodéfense de jeunes juifs et de nombreuses et puissantes manifestations de solidarité du reste de la population romaine. De semblables incidents et agressions ont été enregistrés sur tout le territoire. Parallèlement, les enquêtes d'opinion révèlent que "l'antipathie" envers les juifs est régulièrement partagée par 10,5 % des sondés depuis plusieurs années¹. Les actes de violence se sont également multipliés contre les immigrés extra-communautaires, en particulier arabes et noirs.

L'Italie connaît en effet un fait social et culturel sans précédent qui bouleverse ses habitudes et ses traditions: ce pays d'émigration, dont près de 26.600.000 des siens se sont expatriés en un peu plus d'un siècle, de 1876 à 1985, est devenu un pays d'immigration². Depuis le milieu des années soixante-dix, les retours des Italiens partis à l'étranger et l'arrivée de populations venues d'Afrique, du Maghreb et d'Asie l'emportent sur les départs hors des frontières. La population étrangère dans la péninsule est très mal connue et les chiffres les plus contradictoires circulent. Selon le CENSIS, l'un des meilleurs observatoires de la société italienne, il y avait au 31 décembre 1991 près de 880.000 étrangers disposant d'un permis de résidence dont 83,3 % extra-communautaires, ce terme désignant aussi bien les Américains que

les Autrichiens, les Suisses, les Européens de l'Est ou les diverses nationalités des pays en voie de développement³. Généralement, on estime à un 1.200.000 les étrangers vivant en Italie, parmi lesquels près d'un million d'extra-communautaires, dont 900.000 proviendraient du tiers monde. A la différence de la France, l'Italie ne s'est pas constituée par l'apport successif de populations venues d'autres contrées: si, selon les calculs de l'INED, près de 14 à 15 millions de Français sur 57 ont une parenté étrangère, les Italiens d'origine étrangère ne dépasseraient pas quelques centaines de milliers⁴. Cette forme d'autarcie démographique explique, pour une part, le choc que représente l'arrivée d'immigrés dont le flux est encore très limité par comparaison avec d'autres pays de la CEE (la part des étrangers toutes composantes comprises par rapport à l'ensemble de la population est de l'ordre de 2 % en Italie, soit 3 ou 4 fois moins qu'en Allemagne ou en France). La violence qui s'exprime à l'égard des immigrés reste confinée à des groupuscules ou à des activistes très minoritaires et est largement condamnée par les syndicats, les partis politiques, les diverses associations, humanitaires ou non, chrétiennes ou laïques, les organisations de jeunesse qui combattent le racisme et manifestent leur solidarité au quotidien. Si les attitudes de fermeture restent largement inférieures à celles de tous les autres pays européens, à l'exception de l'Irlande, de l'Espagne et du Portugal, il n'en demeure pas moins que 14 % d'Italiens déclarent refuser d'accueillir dans leur pays des travailleurs extra-communautaires et 28 % veulent réduire les droits des immigrés⁵.

La montée des Ligues

Mais de problème social l'immigration s'est vite transformée en enjeu politique, en particulier avec la montée des Ligues régionales. Apparues d'abord en Vénétie, puis en Lombardie, dans le Piémont, en Ligurie, en Toscane et en Emilie-Romagne; ces ligues, en particulier la Ligue lombarde emmenée par son leader Umberto Bossi, ont réussi quelques belles percées électorales depuis 1987. En 1991, elles se sont fédérées en une Ligue-Nord qui remporte un remarquable succès aux élections politiques d'avril 1992. La Ligue obtient 25 sénateurs et surtout 55 députés désignés par près de 3.400.000 électeurs, ce qui représente 8,7 % des suffrages exprimés au niveau national. Dans le nord du pays, la Ligue rassemble plus de 16 % des suffrages; elle devient la première formation politique à Milan et dans deux circonscriptions de la Lombardie, et la seconde dans sept des onze circonscriptions de la Lombardie, du Piémont, de la Ligurie et des Vénéties. Tous les sondages et chacune des consultations partielles ont confirmé la

formidable progression de la Ligue. En décembre dernier, des élections locales et partielles intéressaient 55 communes et un million d'électeurs: contrairement à ses espérances et aux déclarations fracassantes de ses responsables, elle n'arrivait pas à dépasser la barre des 50 % à Monza et Varèse mais y obtenait cependant 32 et 37 % des suffrages exprimés; quant au niveau national, les 15,4 % des voix qu'elle recueillait en faisait désormais la seconde force du pays derrière la Démocratie chrétienne, mais devant le Parti démocratique de la gauche (PDS), issu de la métamorphose du Parti communiste italien.

La Ligue a de multiples chevaux de bataille. En particulier, elle revendique plus d'autonomie régionale et prône surtout le fédéralisme, notion rarement définie et qui chez nombre de dirigeants masque une volonté de sécession; elle critique systématiquement le poids et la gabegie de la fiscalité, dénonce l'inefficacité, le parasitisme de l'Etat romain, et les dépenses inconsidérées, à ses yeux, envers le Mezzogiorno, fustige la partitocratie, le clientélisme, la corruption et la Mafia, exprime sa suspicion envers les méridionaux et les immigrés extra-communautaires.

La Ligue a cherché à transformer en ressource politique et à exaspérer un malaise réel dans le nord de l'Italie. Malaise par rapport aux maux traditionnels de l'Italie – question méridionale, mafia, corruption, clientélisme, inefficacité de l'Etat, archaïsme des services publics – autant de problèmes jamais véritablement résolus par les partis politiques et qui apparaissent désormais insupportables pour cette partie de la péninsule poussée en avant par un prodigieux changement économique et social suscitant en retour et dans le même mouvement, une aspiration à l'efficacité et à la généralisation de la modernité, une montée des individualismes, voire des égoïsmes (en particulier à l'égard des difficultés du Mezzogiorno) et un renouveau des jugements dévalorisants, méprisants et parfois agressifs à l'égard des gens du Sud. Mais le malaise se focalise aussi sur les nouveautés engendrées précisément par les mutations économiques et sociales, en particulier la venue de ces immigrés extra-communautaires en quête de travail, attirés par les richesses des grandes villes septentrionales, qui se substituent aux énormes flux de méridionaux venus dans les années cinquante et soixante.

Dans un premier temps, la Ligue-Nord a beaucoup recouru à l'antiméridionalisme et aussi exprimé, de temps à autre mais toujours de manière virulente, son refus de la présence des immigrés extra-communautaires. Mais cette organisation est encore très composite et hétérogène, tiraillée entre différentes sensibilités et parcourue par d'intenses luttes conflictuelles. Ses dirigeants, en particulier le secrétaire général Umberto Bossi, s'efforcent donc d'institutionnaliser leur formation, d'unifier leurs attitudes, d'homogénéiser leurs points de vue, cependant que, par souci de tactique politique, ils alternent provocations

et euphémisation des discours, et ajustent leurs prises de positions et les thèmes mis en avant selon les objectifs fixés en fonction de conjonctures bien précises⁶. Ainsi, après avoir agité la menace sécessionniste et pris des mesures symboliques allant en ce sens (émission de pièces de monnaies et de passeports de la République fédérale du Nord), Umberto Bossi, dans un entretien à l'*Unità* en décembre dernier, a renoncé – provisoirement? – à la sécession⁷. Par ailleurs, entre 1987 et 1990, la Ligue lombarde a eu tendance à réduire très sensiblement ses attaques contre les méridionaux qui constituaient donc l'essentiel de sa propagande, et à accroître quelque peu celles contre les immigrés extra-communautaires sans pour autant qu'elles ne fournissent le thème majeur de son activité⁸. De même, en octobre dernier, Umberto Bossi n'a pas hésité à dissoudre une section de son organisation de jeunesse qui, dans la province de Trente, avait édité et placardé une affiche appelant les méridionaux à rentrer chez eux. Cette atténuation apparente et peut-être conjoncturelle des arguments hostiles aux "autres" ne saurait occulter le véritable travail d'imposition d'une identité régionaliste auquel se livrent les responsables de la Ligue.

Des ethnies italiennes ?

Ces derniers cherchent dorénavant à structurer leur organisation, à consolider leur implantation locale et à doter d'une identité forte ceux qui l'ont rejoint par simple protestation. Une des dimensions de cette identité est régionale et justifie la revendication d'autonomie et de fédéralisme. Elle vise, par exemple, à constituer un sentiment de "lombardité" ou de "vénérité" qui cimenterait les adhérents et les sympathisants du mouvement, voire ses électeurs. Elle tente par conséquent de régionaliser tous les problèmes, les conflits et les clivages sociaux et politiques. Elle se constitue aussi à travers une série de symboles et une véritable mythologie. L'histoire est réécrite et utilisée: ainsi le Risorgimento est-il condamné sans appel, cependant que dans le passé sont sélectionnés et réinterprétés des épisodes érigés en mythes fondateurs glorieux, tel celui de la Ligue lombarde du XII^e siècle et de son chef de guerre Alberto da Giussano devenu le symbole de la Ligue lombarde actuelle, qui légitiment l'action présente et sont supposés éclairer la route de l'avenir; les manifestations de la Ligue comportent des défilés en costumes médiévaux qui apparaissent désuets mais ne font en fait que perpétuer des traditions folkloriques locales bien vivantes en leur donnant à cette occasion un sens politique. En plus de ces marques spécifiques supposées distinguer cette formation de toutes les autres forces politiques et de l'ancrer dans les réalités régionales, les

responsables de la Ligue cherchent à préciser le contenu même de leur régionalisme. D'où des discours et des écrits qui parlent d'une lutte de libération contre le colonialisme de Rome. D'où aussi la volonté d'insister sur les particularismes de chacune des composantes de l'Italie et de les approfondir à l'excès pour démontrer la nécessité d'une réforme de type fédérale que justifierait précisément l'ampleur de ces différences existant dans la péninsule et présentées comme quasi irréductibles. D'où enfin des textes qui en viennent à parler des ethnies lombardes ou vénètes. L'un d'entre eux, paru dans *Lombardia Autonomista* en mars 1985 évoque la "décolonisation interne" en cours dans toute l'Europe et précise: "*Le fondement de cette opération est la conscience de la lutte d'ethnie, destinée en cette phase historique à remplacer la lutte de classe, puisque l'exploitation sociale est aussi la prévarication illégitime d'une ethnie sur l'autre. Le nouvel ordre colonial se sert de la structure économique pour favoriser le propre patrimoine ethnique et culturel, neutralisant celui de la minorité*"⁹. Quant à Franco Rocchetta, fondateur de la Ligue vénète et Président fédéral de la Ligue-Nord, il n'hésite pas à parler des peuples et des nations italiens¹⁰. Pour légitimer son entreprise, cette même Ligue vénète procède à une relecture de l'histoire de la Vénétie et des Vénètes qui souligne à satiété les particularités des origines de son groupe ethnique, une tradition ancestrale d'autogouvernement érigée en un âge d'or brutalement interrompu par la seule unité italienne accusée, en outre, de menacer l'existence de l'identité culturelle ethnique¹¹.

A dire vrai, ces tentatives d'imposer une identité régionale ne sont pas toujours couronnées de succès. En Lombardie, la Ligue s'est heurtée à la faible identification collective à la Lombardie qu'elle s'évertuait à créer de manière très volontariste; elle a peu à peu mis en sourdine ses revendications culturelles¹². A l'inverse, au sein de la Ligue vénète, le thème de l'identité régionale, et même de l'identité nationale vénète, joue un rôle primordial: "*Avant même de rejoindre la Ligue, explique un dirigeant vénitien, j'avais toujours dit, en plaisantant, que j'étais citoyen de la République vénète occupée par l'Italie*"¹³. La conscience de former un peuple et une nation vénète semble partagée par la plupart des responsables. Il est vrai que le mouvement dispose en Vénétie d'un terrain plus favorable. Cette région périphérique n'a rejoint le royaume d'Italie qu'à la suite de la défaite autrichienne de Sadowa en 1866; sa pauvreté, qui en faisait une terre d'émigration, alimentait un complexe d'infériorité par rapport aux autres Italiens auquel a succédé une vraie et légitime fierté teintée parfois d'une forme d'esprit de revanche avec la prodigieuse explosion économique de ces deux dernières décennies qui en a fait une des terres les plus prospères et riches de l'Italie; le sentiment diffus d'avoir été délaissée par le pouvoir central est régulièrement entretenu par les responsables économiques et politiques

locaux afin d'obtenir des subsides et des compensations de l'Etat central et nourrit en permanence les rancœurs; les particularismes locaux demeurent puissants, en particulier l'usage répandu du dialecte, entretenus par de puissants réseaux associatifs issus le plus souvent du monde chrétien ; en outre, de nombreux habitants de la Vénétie souhaiteraient bénéficier des avantages fiscaux qui ont été accordés aux deux régions à statut spécial qui lui sont mitoyennes, le Trentin-Haut-Adige et la Vénétie-Frioul-Julienne.

Cette valorisation des communautés, des territoires, voire des ethnies d'appartenance, ne signifie pas un mouvement de repli à sens unique. La Ligue-Nord ne cesse de proclamer son engagement européen qui, d'ailleurs, correspond aux intérêts d'une grande partie de sa clientèle d'artisans et de chefs de petites et moyennes entreprises qui travaillent à l'échelle européenne. L'Europe qu'elle défend est celle des régions et des peuples. Ce faisant, elle pointe l'un des grands débats à venir de la Communauté afin de savoir s'il faudra construire l'Europe des Etats ou l'Europe des régions. Mais, du même coup, cette proposition lui permet éventuellement de se détacher encore plus du reste de l'Italie: du côté de la Ligue Vénète par exemple, on se dit d'abord Vénète, puis Européen, enfin Italien. De ce fait, l'engagement européen de la Ligue ne fait que renforcer les risques d'éclatement de l'Italie. Ce pays, du fait de son histoire et de sa situation géopolitique a toujours été à la fois européen (dans sa double variante, Europe centrale et Europe occidentale), méditerranéen et, depuis la Deuxième Guerre mondiale, atlantique. Cette position est à l'origine, pour une grande part, de sa richesse culturelle; mais elle engendre aussi des jeux diplomatiques compliqués et pas toujours bien maîtrisés du fait des intérêts très divers et même antagoniques qui émanent de chacune de ces orientations. Or la montée en puissance des Ligues peut être interprétée comme la volonté non seulement d'abandonner le Sud de l'Italie à son propre sort, mais aussi de tourner le dos à la Méditerranée pour se consacrer pleinement au reste de la CEE, à l'espace rhénan ou à l'Europe centrale et de l'Est en transition vers une économie de marché.

Quels effets ?

Le succès de la Ligue a provoqué un véritable tremblement de terre politique. Les partis politiques, en pleine crise, essayent d'élaborer des réponses. Défenseurs de l'intégrité nationale de l'Italie, ils tentent de désamorcer le mordant des propositions de la Ligue. Outre les réformes institutionnelles qu'une commission bicamérale cherche à mettre en œuvre, le PDS s'est d'ores et déjà déclaré favorable à un fédéralisme, ce

qui va à l'encontre de la tradition jacobine et centralisatrice de l'ancien PCI. La démocratie chrétienne, quant à elle, envisage de fédéraliser son organisation. Pour sa part, les néofascistes du MSI ont saisi l'opportunité qui se dégageait devant eux: redoublant leurs critiques des partis traditionnels, ils ont fait de la Ligue leur autre grand ennemi et s'érigent en protecteurs radicaux de la cohésion nationale, jouant ainsi leur rôle habituel de contre-extrême des extrêmes. Leur récente progression aux élections partielles semblerait démontrer que cette attitude est payante. Mais ces reclassements politiques s'accompagnent d'un processus encore plus important et dangereux pour l'Italie, celui de la territorialisation des principaux partis politiques. L'essentiel des zones de force de la Démocratie chrétienne, du Parti socialiste (et même du MSI) se trouve au Sud, tandis que celui du PDS se situe dans le centre et plus spécialement en Emilie-Romagne, la Ligue prospérant dans le Nord. Les conflits politiques risquent donc d'opposer bientôt pas simplement des concurrents politiques, mais de véritables espaces politiques et sociaux et d'accentuer ainsi les risques d'éclatement de l'unité italienne. C'est pourquoi deux autorités morales, de nature différente, ont ces derniers temps jeté tout leur poids dans la balance. Le Président de la République Oscar Luigi Scalfaro, homme populaire et intègre, adopte plus que jamais la posture de Président de tous les Italiens et du plus ardent et juste défenseur de la patrie, fustigeant souvent certains propos des dirigeants de la Ligue, de même que l'Église catholique, dont les plus hauts dignitaires ont aussi condamné avec vigueur à plusieurs reprises ceux qui menacent la cohésion nationale.

L'Italie ne traverse pas simplement une grave crise de son système politique qui devrait vraisemblablement déboucher sur une réforme institutionnelle et la fondation d'une seconde République. Elle connaît aussi, une fois de plus, une crise de son identité nationale. Son unité récente n'a pas encore atteint le fameux objectif fixé par Massimo d'Azeglio au siècle dernier: "*Nous avons fait l'Italie, maintenant nous devons faire les Italiens*". Après l'échec de la monarchie, puis celui de l'expérience fasciste, c'est à la faillite de la forme républicaine de l'État-nation à laquelle on assiste actuellement. Non pas dans ses fondations démocratiques ni dans son principe républicain que personne, y compris les responsables de la Ligue, ne conteste. Mais dans son mode particulier et concret d'intégration nationale fondé sur une combinaison de clientélisme dans le Sud et sur l'existence de subcultures territorialisées, l'une blanche démocrate chrétienne dans le Nord-Est de l'Italie, l'autre rouge dans le centre du pays, dont les oppositions fonctionnaient comme les contreforts d'une cathédrale et permettaient à la voûte de rester dressée. L'effondrement du pilier communiste et la forte érosion du pilier démocrate chrétien libèrent des forces centripètes cependant que la voûte italienne se fissure dangereusement. S'effondrera-t-elle ou l'Italie retrouvera-t-elle de nouveaux bâtisseurs ?

Telle est l'une des questions qui se posent à nos voisins en cette fin de siècle.

Marc Lazar est Maître de conférences à l'Université Paris I et à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Dernier livre paru : *Maisons rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992.

Notes

- 1 Voir par exemple, les sondages publiés et commentés par *l'Espresso*, les 8 novembre et 15 novembre 1992.
- 2 Eugenio Sonnino (a cura di), *Demografia e società*, Rome, Editori Riuniti, 1989, p. 190.
- 3 CENSIS, *Italy today 1991*, Rome, CENSIS-Franco Angeli, 1992, p. 282. Pour d'autres chiffres, voir aussi Maria Immacolata Maciotti, Enrico Pugliese, *Gli immigrati in Italia*, Bari, Laterza, 1991.
- 4 Selon Hervé Le Bras, France Culture, 18 janvier 1993.
- 5 CENSIS, *26e rapporto seulla situazione sociale del paese 1992*, Rome, CENSIS-Franco Angeli, 1992, p. 11.
- 6 C'est peut-être le seul point commun qui existe entre la Ligue Nord et le Front National, tel que l'a étudié Guy Birenbaum, *Le Front national en politique*, Paris, Balland, 1992.
- 7 *L'Unità*, 29 décembre 1992.
- 8 Paolo Segatti, L'offerta politica e i candidati della Lega alle elezioni amministrative del 1990, *Polis* n°2, 1992, p. 257-280.
- 9 Cité par Stefano Allievi, *Le parole della Lega*, Milan, Garzanti, 1992, p. 28.
- 10 Franco Rocchetta, L'Italie existe-t-elle ? *Politique internationale*, n°58, hiver 1992-1993.
- 11 *Ibid.*, voir aussi D. Petrosino, La costruzione dell'identita etnica : il caso della Sardegna e del Veneto. *Studi di sociologia* n°1, 1988, en particulier, p. 77-84 et Stefano Talamini, *Appartenanza, idenditàe neolocalismipolitici*, Tesi di Laurea, Università Cattolica del Sacro Cuore, Milan, 1990-1991, p. 101-103.
- 12 Voir Roberto Biorcio, La Lega come attore politico : dal federalismo al populismo regionalista, in Renato Mannheimer, *La Lega lombarda*, Milan, Feltrinelli, 1991, p. 34-82.
- 13 Cité par Ilvo Diamanti, La mia patria è il Veneto. I valori e la proposta politica delle Leghe, *Polis*, op. cit. p. 242.